



Lutte de classe

Schivardi le « grand-écart ».

Rappel.

- 2001 :  il est élu maire sous l'étiquette PS
- 2002 :   il donne sa signature au candidat du PT
- 2003 :   il quitte le PS et se rapproche de la coalition nationaliste Languedoc et Catalogne
- 2004 :   il hésite à soutenir cette coalition pour finalement choisir de soutenir le PT
- 2006 :   il est le candidat « des maires » à l'élection présidentielle de 2007, soutenu par le PT tout en déclarant « *il faut mettre de côté le PT* »

L'Indépendant du 21 octobre 2003 annonçait qu'à une réunion convoquée par la coalition Languedoc et Catalogne des « régionalistes » s'étaient réunis pour la première fois de façon publique, afin de se donner un programme, des personnalités et un élu étaient présents dont Gérard Schivardi, ainsi que des représentants de partis nationalistes Occitans et Catalans. Le journaliste avait précisé que Schivardi leur avait posé une question : « *Ce regroupement doit-il signifier la disparition des communes ?* », comme pour marquer son attachement aux communes, rien de plus banal puisqu'il est maire.

Je vous donne l'adresse Internet de cette coalition à la fin de ce texte, ainsi que celle de sa tête de liste, monsieur Lacour-Olé. Vous aurez tout le loisir de lire les programmes des amis politiques de monsieur Schivardi, pas ceux d'avant-hier, ceux du PS, non, ceux d'hier, ceux de la coalition Languedoc et Catalogne, à ne pas confondre avec ceux d'aujourd'hui, je veux parler du PT.

L'édition du 7 décembre 2003 du *Midi libre* rapportait que si la liste ayant à sa tête Christian Lacour-Olé n'avait encore aucun soutien officiel, elle espérerait rallier certains maires. Suivez le guide : « *On a des contacts amicaux avec Gérard Schivardi* » confia au journaliste, Jean-François Saïssset, un colistier de Lacour-Olé. Ce qui confirmait que les relations continuaient entre cette coalition nationaliste et Schivardi.

Cinq semaines plus tard, l'édition du 17 janvier 2004 du *Midi libre* titrera « *Gérard Schivardi séduit par Languedoc-Catalogne 2004* » en revenant sur le parcours politique de Schivardi lors des derniers jours qu'il qualifiera de « *grand écart* ».

En effet, une semaine auparavant, Schivardi avait participé au congrès Aude-Pyrénées-Orientales du Parti des travailleurs, à Narbonne, et le jeudi suivant à Lézignan, lors d'une réunion qui avait eu lieu au château Grand Moulin de Lézignan-Corbières, excusez du peu, il avait « *franchi un nouveau pas en se rapprochant de la liste audoise de Languedoc-Catalogne 2004.* » Le journaliste rapportait que Schivardi s'était donné une semaine pour décider s'il prenait ou non « *la tête de liste audoise aux régionales sous la bannière des régionalistes.* »

Je ne sais pas ce que vous en pensez, mais vous avouerez qu'on ne se pose pas ce genre de question en se levant un beau matin sans avoir réfléchi longuement auparavant à une telle éventualité, sans s'y être préparé et l'avoir envisagée sérieusement, ce qui signifie que les discussions entre Schivardi et ces nationalistes étaient déjà bien avancées, puisqu'il envisageait même de les soutenir ou mieux d'être leur tête de liste aux élections régionales de 2004.

Je me suis demandé si ses amis du PT étaient au courant des tractations de Schivardi avec ces nationalistes occitans. A mon avis, on doit exclure l'hypothèse que Schivardi aurait agi pour tenter de rallier ces gens-là au PT, à sa demande, ce qui signifie que Schivardi a bien agi à titre personnel dans son propre intérêt uniquement. Question : Se ralliera-t-il au dernier moment à cette coalition ou choisira-t-il le PT ?

L'article suivant laissait à penser qu'au-delà des réserves qu'il formulera à plusieurs reprises, et que j'ai pris soin de reproduire pour qu'on ne m'accuse pas de manquer d'impartialité, il était sur le bord de franchir le pas et de soutenir ces nationalistes.

Le même jour *L'Indépendant* titrait : « *Gérard Schivardi sollicité par les régionalistes. Le maire de Mailhac pourrait être la tête de liste de « Languedoc et Catalogne 2004 »* », le début de son article commençait ainsi : « *Gérard Schivardi, colistier ou carrément tête de liste audoise de la coalition « Languedoc et Catalogne 2004 » ? Cette idée fait son chemin (...)* ». Comme l'on dit, il n'y a pas de fumée sans feu !

Le journaliste a rapporté ensuite une partie des propos de Schivardi qui laissaient entrevoir qu'un accord était possible avec cette coalition : « *Si dans votre programme, disait-il, vous indiquez qu'en premier lieu la défense de la démocratie, c'est la commune, le conseiller général du canton de Ginestas, que je suis, se posera alors la question* », ainsi formulé, vous avouerez qu'il ne devait pas manquer grand chose pour qu'il soutienne cette coalition, mais en émettant des réserves sur la question de la régionalisation : « *Si cela doit rester un instrument pour développer la culture, je vous donne un coup de main. En revanche, si c'est pour faire un Etat dans l'Etat, cela m'est plus difficile* ». Il aurait ajouter qu'il souhaitait avoir du temps pour y réfléchir, tout en lançant : « *Il ne faut pas se contenter de 2 élus, il faut gagner* ». A quel jeu Schivardi jouait-il ? Alors, soutiendra ou ne soutiendra pas ?

Rebondissement, dans la même édition et dans la même page, un article manifestement rajouté à la dernière minute, à moins que l'article précédent ait été rédigé un jour ou deux avant, rendait public finalement la décision de Schivardi ne pas figurer sur la liste de la coalition Languedoc et Catalogne. Le journaliste rappellera que bien qu'il fut « *fortement tenté par les propositions des régionalistes, après avoir assisté à toutes les réunions, autant celles du parti des travailleurs que celles relatives à la liste des régionalistes* », Schivardi avait déclaré « *Je suis convaincu du bienfait des valeurs prônées par les régionalistes sur l'aménagement du territoire, la défense de la langue et la tradition, mais je suis réfractaire au désengagement de l'Etat au profit des régions qui induit une inégalité pour le citoyen. Je suis et je reste républicain* ». Admettons qu'il pense une partie de ce qu'il dit, ne soyons pas médisant et ne lui faisons pas un procès d'intention, mais ne soyons pas pour autant naïfs, amnésiques, sourds et aveugles à la fois.

Vous aurez noté que Schivardi se définit lui-même comme *républicain*, ce qui ne veut plus rien dire du tout en 2006 comme chacun peut le constater. Tout le monde se proclame républicain dans ce pays, même Le Pen et Sarkozy se revendiquent républicains. C'est pour dire à quel point cette notion a perdu tout son sens ou prête désormais à confusion, même s'il faut reconnaître que les uns et les autres n'y accordent pas forcément le même contenu. Cependant, il faut préciser que tous s'accordent au moins sur une chose essentielle : assurer la pérennité du pouvoir économique de la bourgeoisie en assurant la survie de sa domination politique sous la forme d'une République démocratique bourgeoise en y mêlant une dose plus ou moins grande de démocratie, de façon à contenir autant que faire se peut les contradictions entre les classes (la lutte des classes) dans des limites acceptables pour la bourgeoisie, en donnant l'apparence au prolétariat que tout est entrepris pour assurer son bien-être et son bonheur.

Se définir comme *républicain* ou *socialiste démocrate*, c'est déjà appartenir au passé, c'est se rattacher à une idéologie dont le contenu est inévitablement réactionnaire, surtout de nos jours.

Au lieu d'aider le prolétariat à s'affranchir des préjugés de la société bourgeoise pour aller de l'avant, Schivardi et le PT le tirent volontairement en arrière. La République et la démocratie dont ils se réclament est une infâme mystification.

Un an à peine après la formation du parti social-démocrate en Allemagne, Engels écrira que dès 1891¹ dans ce pays, il n'était plus possible de mettre en avant le mot d'ordre de la défense de la République, parce qu'il était dépassé et ne correspondait déjà plus au développement de la situation économique, sociale et politique en Allemagne, alors qu'il restait valable dans la Russie tsariste de la fin du XIXe siècle et du début du XXe siècle comme l'écrira Lénine. Question : vivons-nous dans un

¹ Lénine n'était pas très sûr de cette date, car il avait ajouté après un point d'interrogation entre guillemets. Je n'arrive pas à remettre la main sur ce foutu texte pour vous en communiquer les références, avec mes excuses.

pays où la bourgeoisie a déjà pris le pouvoir et réalisé sa révolution démocratique bourgeoise en développant au passage de façon limitée un certain nombre de principes démocratiques (liberté d'expression, de réunion et d'organisation, etc.) ou vivons-nous dans un pays économiquement arriéré où la bourgeoisie n'aurait pas encore accédé au pouvoir (ce qui n'est pas forcément une nécessité historique comme l'a démontré la révolution russe) et où il n'existerait aucune liberté démocratique ? Dans quelle situation sommes-nous exactement ?

Pourquoi Schivardi a-t-il entrepris de se rapprocher d'une coalition nationaliste ?

On n'entreprend pas ce genre de démarche politique pendant des mois innocemment, par hasard.

On n'entretient pas des relations étroites avec des nationalistes comme l'on va chez son boulanger.

On ne participe pas à des réunions politiques avec des nationalistes pour passer le temps.

Il est parfaitement légitime que l'on se pose ces questions pour mieux cerner qui est vraiment la nouvelle égérie du PT, n'en déplaise à ceux qui jugeront cette démarche inutile ou déplacée.

Après avoir quitté le PS, Schivardi devait chercher le moyen de continuer sa carrière politique et il a trouvé un pigeon dans le PT, à qui il rend du même coup un fier service, à moins qu'il ne devienne pour eux un boulet au fil du temps ou après ces révélations. Il cherchait semble-t-il à se caser pour continuer à exister politiquement et il a fait apparemment le bon choix, je parle à titre personnel, puisque le voilà propulser candidat à la présidentielle, un maire d'une minuscule commune hier encore totalement inconnu ! Je comprends parfaitement pourquoi monsieur Lacour-Olé n'a pas daigné répondre à mon courriel, il doit en avoir gros sur la patate, ce qui entre nous me fait bien marrer, son offre n'était pas aussi alléchante que celle du PT ; être candidat à la présidentielle, vous imaginez ce que cela peut représenter pour un maire d'un petit village, c'est la consécration de sa vie, Lacour-Olé ne pouvait évidemment pas lui proposer mieux.

Vous me direz que Schivardi a finalement fait un choix politique, que c'est tout à son honneur et que c'est la seule chose qui nous intéresse. Voilà un raccourci avec lequel je ne suis pas d'accord, car c'est aller un peu vite en besogne et c'est faire l'impasse sur les péripéties et les zones d'ombre qui ont marqué son parcours politique ces dernières années.

Schivardi n'est pas un néophyte en politique, ce n'est pas non plus un gamin ou un militant inexpérimenté. Il a 56 ans, il a passé 20 ans au PS, il est maire de Mailhac depuis 2001 et conseiller général du canton de Ginestas, il est donc difficile de nous faire avaler qu'ils ne savaient pas ce qu'il faisait en se rapprochant des nationalistes occitans et catalans, non ? Vous penserez peut-être que ses hésitations sont à la hauteur de celles du PT et vous aurez sans doute raison, mais cela ne les explique pas et ne les fait pas disparaître par enchantement pour autant. Personnellement, peu m'importe qui est monsieur Schivardi, je n'ai rien en particulier contre lui, je voulais simplement mettre en lumière les méthodes opportunistes et scabreuses auxquelles à recours une fois de plus le PT pour continuer à mettre en avant sa ligne politique réformiste de la *reconquête de la démocratie...* bourgeoise.

La journaliste qui m'a transmis par Internet une copie de ces différents articles, m'a communiqué au téléphone une partie de l'entretien qu'elle avait eu avec Schivardi deux jours après l'annonce de sa candidature. D'après elle, Schivardi se serait « *insurgé* » à l'idée qu'on puisse penser qu'il était le candidat du PT, précisant qu'il était « *le candidat des maires* » et qu'il fallait « *mettre de côté le PT* ». Voilà qui va sans doute réjouir les militants du PT qui sont « *mis de côté* » par Schivardi, et qui ne manqueront pas de penser que leurs dirigeants leur ont raconté une fois de plus n'importe quoi et se foutent bien d'eux.

D'ailleurs, chaque militant peut en avoir confirmation immédiatement en se connectant sur le site Internet du PT : les travailleurs et les militants du PT, notamment, n'auront pas le droit à la parole. Il est écrit parmi les décisions qui ont été prises par les maires et la direction du PT le 18 novembre 2006, qu'il s'agira pour le Comité de soutien à Schivardi d' « *Organiser des réunions de maires dans les communes* » et de « *Publier les contributions et doléances des maires ainsi que celles établies dans ces réunions.* » Cela se passe de commentaires, c'est assez clair et précis.

Cette lamentable histoire montre à quel point les dirigeants du PT sont prêts à faire et dire n'importe quoi et à s'allier avec n'importe qui pour arriver à leurs fins, c'est-à-dire pour tenter de convaincre les militants et les travailleurs que leur ligne politique de la *reconquête de la démocratie* en direction des

élus de tout bord est correcte et donne enfin des résultats, notamment parce qu'elle attire des maires de tout bord politique, alors qu'en réalité elle repose sur le pire opportunisme qui soit comme ces faits le démontre.

Finalement, il n'était pas très difficile d'imaginer que le PT finirait bien un jour par attirer l'attention d'une poignée de maires des plus petits villages de France. Cependant il faut ramener les choses à leur juste valeur. Actuellement, les maires qui soutiennent soi-disant le PT représentent à peine plus 1% des 36 500 maires, selon les chiffres fournis par le PT, quant à ceux qui ont fait le déplacement à Paris le 18 novembre 2006, ils ne représentent plus que 0,1% des maires. Qu'ils soient dix fois plus nombreux demain, au cas où cela se produirait, ne changerait rien quant à la politique réformatrice mise en œuvre par le PT et Schivardi.

Entre la défense de la nation occitane et la défense de la nation française, donc l'Etat bourgeois, il faut bien parfois appeler les choses par leur nom, Schivardi a choisi de défendre la nation française en bon républicain qu'il est, tout comme le PT. C'est leur droit.

Rappelez-vous les propos que tenait Trotsky à la fin des années 30, lorsqu'il disait que finalement tous ceux qui se proclamaient hier républicains ou démocrates rejoignaient en bloc le camp de la bourgeoisie au premier coup de canon tiré, en bons patriotes qu'ils n'avaient jamais cessé d'être.

Au combat en direction de l'avant-garde du prolétariat sur la base du programme de la révolution prolétarienne pour l'organiser, pour construire un parti révolutionnaire et aider les travailleurs à se mobiliser afin de renverser le gouvernement et l'Etat bourgeois, le PT a substitué la *reconquête de la démocratie* en direction des élus de tout bord sans qu'il ne soit plus question de remettre en cause les fondements de l'Etat bourgeois, ce qui signifie bien que la démocratie dont il se réclame est bien la démocratie bourgeoise et rien d'autre.

Cette ligne politique social-patriotique initiée dès 1981 n'ayant donné aucun résultat vingt ans plus tard, les dirigeants du PT ont eu l'idée géniale d'y associer des élus de tout bord en 2004 en constituant le *Comité pour la reconquête de la démocratie*, initialement intitulé *Comité pour la défense des communes*, faut-il le rappeler.

Quelles idées précises pouvaient-ils avoir derrière la tête à long terme en constituant ce comité ? Briser la censure pour faire parler du PT qui demeure très marginal ou inconnu de bon nombre de travailleurs et jeunes dans le pays ? Se rallier des élus du PS, PCF et MRC pour se donner plus d'importance et apparaître comme un « grand » parti capable d'influencer leur politique ? Comment faire pour parvenir à dépasser le seuil de 0,50% aux élections présidentielles ? Acquérir à tout prix plus de poids politique pour revendiquer des prébendes supplémentaires à l'appareil de Force ouvrière auquel le PT collabore depuis des décennies ? Obtenir à coup sûr les 500 signatures nécessaires pour présenter un candidat à l'élection présidentielle ? Jouer dans la cours des « grands » en obtenant la reconnaissance des pouvoirs publics, en devenant un parti institutionnel en quelque sorte ? Eux seuls connaissent la réponse à cette question, cependant on est en droit de penser que la ou plutôt les réponses à cette question n'ont qu'un rapport très éloigné avec les intérêts qu'ils prétendent défendre, pour ne pas dire aucun, puisque pour parvenir à leurs fins, ils n'ont pas hésité à renier le programme de la révolution prolétarienne qu'ils défendaient autrefois au profit de celui de la démocratie... bourgeoise.

Libre à chacun de soutenir ou non, de voter ou non pour Schivardi et d'en penser ce qu'il en veut, somme toute, on ne vit pas de regrets mais d'espoirs, comme on ne vit pas uniquement du passé mais tourné résolument vers le futur, or, le réformatisme appartient au passé, alors vive la révolution socialiste !

Une dernière précision. Je n'ai tenu compte pour rédiger ce texte que des faits relatés par le *Midi libre* et *L'indépendant*, après vérification, en écartant la plupart de leurs commentaires. Chacun comprendra parfaitement pourquoi ils n'ont jamais été repris par *Informations ouvrières*, et pour cause !

Etant donné qu'il ne m'est pas permis de diffuser sur Internet l'intégralité des articles auxquels j'ai fait référence dans ce texte, parce qu'il sont protégés par des droits d'auteur, comme me l'a écrit le journaliste qui me les a transmis, et dont je reproduis le courriel ci-dessous, ce que je respecte

entièrement, si des camarades désirent que je leur envoie à titre personnel et à condition de respecter les mêmes règles, ils n'ont qu'à me contacter.

Voici le courriel du journaliste : « Vous trouverez ci-joint les articles publiés dans *Le Midi Libre* et *L'indépendant*. Je vous demanderai cependant de ne pas les utiliser en l'état pour votre site Internet, pour des raisons de droits d'auteur. Merci de votre compréhension. »

Le site Internet de la coalition Languedoc et Catalogne <http://www.p-n-o.org/membresLC2004.htm>

Le site Internet de monsieur Lacour-Olié <http://www.p-n-o.org/teteslistesLC2004.htm>

Le site Internet du Parti Nationaliste Occitan <http://membres.lycos.fr/adralhar/>